



MOTION DE LA CGT-TRESOR

MOSELLE AU CTPL DU 08-10-2007

Après les dernières déclarations du chef de l'Etat sur la Révision Générale des Politiques Publiques c'est jeudi matin que le ministre Eric WOERTH a dévoilé son projet de fusion de la DGCP et de la DGI en une seule administration.

Toutes ces annonces qui se succèdent ont une résonance particulière le jour où vous demandez au CTP Local de sceller le sort de 6 Trésoreries. Ce programme, comme vous l'appellez fusion juridique de trésoreries et création de "Bureaux du Trésor", ne se résume en fait qu'à la continuité de la casse du Service Public.

Il s'inscrit

- dans un vaste programme de désengagement des actions de l'Etat dans la vie quotidienne de nos concitoyens.
- dans une logique financière.

En agissant ainsi, vous fragilisez la frange de la population qui a le plus besoin du Service Public de proximité. Vous démantelez un réseau efficace, reconnu par tous (usagers et collectivités).

Les maires nous ont globalement fait part de leur désaccord quant à la fusion de leur trésorerie, qu'ils considèrent comme une perte d'acquis pour leur canton et le début de la disparition des services publics en milieu rural (poste - gendarmerie - hôpitaux- écoles).

Toutefois, entre les solutions proposées : fermeture ou permanence deux jours par semaine, ils ont adopté la seconde solution qu'ils considèrent comme la moins pire, malgré les conséquences néfastes que cela engendre en terme de proximité.

Mais ils ne sont pas dupes quant à la durée de cette chartre, car beaucoup sont conscients qu'après les élections municipales de 2008, la fermeture définitive sera inévitable.

Et c'est alors-là qu'ils agiront pour conserver ce service public et qu'ils pourront compter sur la CGT pour les y aider.

Nous vous rappelons que la Fonction Publique a pour vocation première d'être au service de toutes et de tous. Elle participe et contribue à l'accès des citoyens aux droits fondamentaux (santé, enseignement, culture, sécurité des biens et des personnes, communication...) . Elle doit assurer l'égalité de traitement de la population et quelque soit le lieu où l'on vit. Pour ce faire elle situe son action hors de la concurrence et des lois du marché, même si actuellement l'Etat est proche de la liquidation judiciaire, selon M. FILLON.

Pour la CGT, la Fonction Publique est un outil irremplaçable pour notre société, c'est le vecteur de progrès et de paix sociale.

La CGT mettra tout en œuvre pour s'opposer à l'offensive sans précédent menée par le gouvernement, pour préserver le statuts des fonctionnaires et promouvoir une Fonction publique de progrès et de pleine compétence.